2014
N° 13

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

BENIN

Bulletin d'Information

Janvier - Mars 2014

BULLETIN TRIMESTRIEL DE LA REPRÉSENTATION DE LA FAO AU BENIN

La FAO soulage les agriculteurs sinistrés de Malanville et de Karimama

Par José Graziano da Silva, Directeur-Général de la FAO

ARTICLE D'OPINION

Page 6

2014 Année internationale de l'agriculture familiale

Remise des équipements et intrants agricoles aux populations victimes d'inondations

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (**FAO**) vient au secours de 7500 ménages victimes des inondations d'août 2013 dans le Nord-Bénin.

Page 3

Editorial

Par Dr Tiémoko YO
Représentant de la FAO au Bénin

A la suite au cri d'alarme lancé par le président de la République du Bénin, SEM, Dr Boni Yayi, en 2013, au lendemain de la catastrophe naturelle, en direction de la communauté internationale et particulièrement à l'endroit du Directeur général de la FAO, le projet TCP/BEN/3406 a été initié pour contribuer au relèvement de l'agriculture à la suite d'inondations. Ce projet vise à améliorer la couverture des besoins alimentaires et des sources de revenu des populations affectées par les inondations à travers la fourniture d'intrants agricoles nécessaires à relancer dans l'immédiat les activités agricoles des ménages vulnérables des Communes de Malanville et de Karimama et le renforcement des capacités techniques des ménages vulnérables.

C'est dans ce cadre que la FAO au Bénin a distribué des kits de semences maraîchères (tomate, piment, oignon et Gombo) et vivrières (riz et maïs) ainsi que des engrais et des équipements à 7 500 ménages vulnérables de la zone sinistrée, y compris les jeunes. Ce qui devrait contribuer à améliorer la sécurité alimentaire des populations et permettre de générer des revenus.

Bonne lecture

N° 13 Janv. - Mars. 2014

Equipe de Rédaction:

Directeur de publication
Dr Tiémoko YO

Rédacteur en chef
Mr Maurice Y. AHOUNOU

Comité de lecture
Mr Jean Adanguidi

Sommaire

Pages

La cérémonie officielle de remise des équipements et intrants dans le du projet TCP/BEN/3406 — 3
Point de vue des bénéficiaires — 5
Article d'opinion / DG FAO — 6
C P P 2012-2015 /FAO - Bénin — 9

Représentation de la FAO au BENIN
Avenue Jean paul II, - lot 549, Zongo Ehuzu,
Tél. +229 21 31 44 29 - 21 31 62 97
Fax.+229 21 31 36 49 - Email: FAO-BJ@fao.org - Cotonou - Bénin

La FAO soulage les agriculteurs sinistrés de Malanville et de Karimama

Le ministre des Affaires étrangères, **Nassirou Bako-Arifari** et le Chargé de Programme à la FAO, **Dr Jean Adanguidi**, ont procédé à la remise officielle des équipements et des intrants agricoles aux bénéficiaires de la commune de Karimama

L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) vient au secours de 7500 ménages victimes des inondations d'août 2013 dans le Nord-Bénin. Elle a procédé, les 23 et 24 février 2014 en présence du Ministre des Affaires Etrangères, Nassirou Bako-Arifari et du Chargé de Programme à la FAO, Dr Jean Adanguidi, à la remise des équipements et des intrants agricoles aux agriculteurs sinistrés, en vue de la relance des activités productives dans les communes de Malanville et de Karimama.

La FAO a honoré la promesse faite en novembre dernier par le Directeur général, José Graziano da Silva lors de sa visite officielle au bénin, de porter une assistance d'urgence à la relance des activités productives et génératrices de revenus en faveur des ménages affectés par les inondations d'août 2013.

Au total, 7500 pelles, 375 brouettes, 6000 coupe-coupe, 2500 sacs de 50 kilogrammes soit 125 tonnes d'engrais NPK et Urée, 48 tonnes de semences de riz certifiées, 2 tonnes de semences de maïs certifiées, 1100 boîtes de 100 grammes de semences de tomate variété TROPIMECH, 500 boîtes de 500 grammes de semences d'oignon variété Violet de Galmi, ont été remis aux populations sinistrées à Malanville et à Karimama.

Ces équipements et intrants sont destinés à 7500 ménages de ces communes touchées par la catastrophe naturelle. Aussi, 500 silos seront mis à la disposition des victimes d'ici à deux mois, pour le stockage des semences et des produits vivriers en vue de réduire les pertes de production, a annoncé Dr Jean Adanguidi, Chargé du pro-

gramme, représentant du représentant par intérim de la FAO au Bénin.

Le but du projet d'un coût global de 500.000 dollars US soit 250 millions F CFA environ, est de contribuer à améliorer la sécurité alimentaire des populations sinistrées et d'augmenter leurs revenus. Il s'agit en fait de compenser les pertes énormes des récoltes englouties par les eaux et qui se chiffrent, selon le ministre des Affaires étrangères, Nassirou Bako-Arifari, à plus de 10 milliards F CFA. Ce projet fait suite au *cri d'alarme lancé par le président de la République, Boni Yayi, au lendemain de la catastrophe naturelle, en direction de la communauté internationale et particulièrement à l'endroit du DG/FAO* qui avait dépêché une mission d'évaluation des dégâts causés sur le terrain.

Outre les dons de semences de qualité de riz, de légumes de contre-saison et de maïs de décrue et de matériel et des intrants agricoles, le projet d'urgence de la FAO au profit des victimes d'inondations prévoit aussi une formation sur les technologies post-récoltes afin d'accroître la production agricole et les revenus, etc.

Ouf de soulagement !

Dimanche 23 février 2014 — Le maire de Malanville, Issaka Bako, au nom des 4358 ménages concernés dans sa commune, a témoigné la gratitude du conseil communal et de ses administrés à la FAO pour «**ce geste inédit**». «*Nos braves producteurs voient, à travers ce don, un grand ouf de soulagement et en même temps un grand levier pour oublier les méfaits des inondations et de relancer plus que par le passé dans la production agricole*», a laissé entendre le maire avant de rassurer que ces équipements et ces intrants iront directement dans les mains des sinistrés et feront l'objet d'une distribution équitable.

Lundi 24 février 2014 — Le maire de Karimama, Moussa Maman Bello, n'a pas caché sa joie. Pour lui, l'importance de cette aide de la FAO au profit de 3142 ménages vient soulager les populations de sa commune, car les agriculteurs se sont retrouvés sans récoltes ni semences compte tenu de l'ampleur des dégâts.

La FAO au Bénin réitère l'engagement «ferme» à travailler en partenariat avec le gouvernement du Bénin pour améliorer la sécurité alimentaire et le revenu des populations.

L'Union communale des producteurs de Malanville remercie la FAO pour ses actions dans la lutte contre l'insécurité alimentaire

28ème Session de la Conférence régionale de la FAO, 24-28 mars 2014, Tunis (Tunisie)

Ensemble contre la faim en Afrique

par José Graziano da Silva, Directeur-Général de la FAO

Avec plus d'une personne sur cinq souffrant de la faim, l'Afrique demeure la région à la plus forte prévalence de sous-alimentation au monde. Mais le tableau de l'Afrique est beaucoup trop vaste pour le faire d'un seul trait. En dépit des succès obtenus dans la lutte contre la faim et dans l'augmentation de la production vivrière, elle est toujours confrontée à des défis considérables de sécurité alimentaire.

Pour les progrès, qui vont de l'introduction de variétés de bananes améliorées en Afrique Centrale à celle de maïs à haut rendement en Afrique orientale et australe, citons les formidables gains de productivité enregistrés en Afrique de l'Ouest dans la culture du manioc, l'expansion remarquable de la production cotonnière au Sahel, et la primauté acquise dans la théiculture et la floriculture par l'Afrique de l'Est qui constitue aujourd'hui le marché privilégié des grands importateurs mondiaux.

En revanche, les crises alimentaires récurrentes qui sévissent dans la Corne de l'Afrique et les régions du Sahel nous rappellent cruellement qu'il faut développer la résilience dans la région et affronter les sécheresses à répétition dont la fréquence et l'ampleur sont aggravées par le changement climatique. Les effets conjugués de la sécheresse, des flambées des prix alimentaires, des conflits, des déplacements de population et de la pauvreté chronique infligent d'indicibles souffrances à des millions de personnes à travers le continent.

L'Afrique a la capacité de changer cette situation et de tirer parti de ses acquis pour améliorer la sécurité alimentaire et le développement durable dans la région. Le lancement du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) en 2003 a permis de stimuler la production vivrière et la sécurité alimentaire. Les Etats africains ont prouvé leur engagement en définissant leurs propres pistes d'action dans ce cadre régional. L'expérience a montré que les pays qui ont accompli les progrès les plus importants sont ceux qui ont affecté -conformément à la Déclaration de Maputo- au moins 10 pour cent de leur budget national au secteur agricole, et qui ont mis en œuvre les pactes du PDDAA.

A ce jour, près de 20 pays africains ont déjà réalisé -ou sont en voie de réaliser- le premier Objectif du millénaire pour le développement visant à réduire de moitié la prévalence de la faim en 2015. Diminuer par deux la faim dans le monde est certes une étape importante, mais ce n'est qu'une étape vers le véritable objectif d'éradiquer la faim. L'Afrique est sur la bonne voie. Lors du Sommet de l'Union africaine en janvier dernier, les dirigeants ont proposé de fixer à 2025 l'objectif « faim zéro » pour la région. Cet objectif, qui devrait être officiellement adopté au prochain Sommet de l'UA dans le courant de l'année, constitue le signe fort d'un engagement vers l'avenir que nous souhaitons tous.

Quarante pays ont déjà signé les pactes du PDDAA et 28 pays ont développé des Plans nationaux d'investissement agricole, le défi restant toutefois leur mise en œuvre. Le manque d'investissements dans l'agriculture et la protection sociale demeure un obstacle à l'accroissement de la production vivrière et à la réduction de la faim. Il appartient donc aux gouvernements, en partenariat avec la communauté internationale, le secteur privé et les organisations paysannes, de créer les conditions pour un développement rural durable.

Nous avons besoin de mécanismes de financement novateurs, de différentes formes de partenariats public-privé et de nouveaux modes de coopération Sud-Sud qui placent clairement la sécurité alimentaire et

les besoins des petits agriculteurs et éleveurs pauvres au cœur de nos débats. Le Fonds africain de solidarité est un exemple de financement innovant. Officiellement créé en 2013, il sert de mécanisme par lequel les pays africains à revenu supérieur peuvent contribuer à la sécurité alimentaire du continent en aidant les pays et leurs organisations régionales à éradiquer la faim et la malnutrition, à éliminer la pauvreté rurale et à gérer de façon durable les ressources naturelles. Cette initiative constitue à la fois un signe de solidarité et de reconnaissance que, dans le monde d'aujourd'hui, la sécurité alimentaire ne peut être réalisée à l'échelle d'un seul pays.

Les efforts en cours doivent aider l'Afrique à exploiter pleinement son potentiel économique et à rendre sa croissance plus inclusive. Pour y parvenir, deux éléments s'imposent: les jeunes et l'agriculture, qui seront précisément au centre de la 28ème session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique qui se tiendra du 24 au 28 mars 2014 à Tunis.

Aujourd'hui, plus de la moitié de la population africaine a moins de 25 ans, ce qui en fait la plus jeune région du monde. Pour la décennie à venir, environ onze millions de jeunes Africains entreront chaque année sur le marché du travail. Il sera donc capital de créer – dans un secteur agricole modernisé et dynamique – des emplois décents pour cette jeune main-d'œuvre afin de pouvoir tirer parti de ce 'dividende démographique'.

L'année 2014 est bien choisie pour renforcer la sensibilisation à l'importance de l'agriculture et des jeunes pour un développement inclusif et durable en Afrique. L'ONU a proclamé 2014 « Année internationale de l'agriculture familiale », et l'Union africaine célèbre aussi son Année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire**.** Profitons de cette occasion pour focaliser notre attention, nos politiques et nos activités de plaidoyer sur la promotion de l'agriculture et des petits paysans, pêcheurs, cueilleurs de produits forestiers, ainsi que des communautés traditionnelles et autochtones, qui offrent une contribution significative à la sécurité alimentaire en recevant bien peu de soutien en contrepartie.

L'Afrique dispose de toutes les ressources économiques, naturelles et humaines dont elle a besoin pour promouvoir la sécurité alimentaire et le développement durable**.** Avec une volonté politique, des programmes intégrés reliant la production agricole à la protection sociale, des financements adéquats, et en puisant dans le potentiel de ses jeunes, nous pouvons parvenir à nos fins. Ensemble, nous réussirons.

L'agriculture, moteur de croissance indispensable à l'Afrique

Le Directeur général de la FAO marque le lancement de l'Année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire et du défi Faim Zéro à l'horizon 2025 en Afrique

Entretien d'un carré de taro à Gashikanwa, Burundi

29 janvier 2014, Addis Abeba/Rome - L'agriculture doit devenir le moteur de croissance dont l'Afrique a besoin pour éradiquer la faim et doper durablement la production vivrière, a déclaré aujourd'hui le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva.

Prenant la parole à un événement collatéral organisé en marge du Sommet de l'Union africaine qui se tient à Addis Abeba, M. Graziano da Silva a appelé l'Afrique à redoubler d'efforts. "Plus d'un Africain sur cinq se voit refuser le droit à l'alimentation", a-t-il déploré.

Faisant remarquer que la majorité des dix économies à plus forte croissance du monde sont en Afrique, il a souligné que la région avait le pouvoir de faire changer la situation. Le défi pour l'Afrique est de rendre cette croissance économique plus inclusive en misant sur le développement agricole et rural, les femmes et les jeunes, a-t-il ajouté.

Quelque 75 pour cent des Africains ont moins de 25 ans, et au cours des 35 prochaines années, la population devrait demeurer essentiellement rurale, avec de nombreux ménages dirigés par des femmes.

"L'agriculture est le seul secteur de l'économie capable d'absorber cette main-d'œuvre", a indiqué le Directeur général. "Un avenir inclusif et durable pour l'Afrique doit passer nécessairement par les femmes, par les jeunes et par l'agriculture".

Année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire en Afrique

Les Gouvernements auront l'opportunité de renouveler leur appui au développement agricole en 2014, durant l'Année africaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire qui sera lancée cette semaine, à l'occasion du Sommet de l'Union africaine.

"Le lancement de cette Année est une étape importante vers une Afrique durable et libérée de la faim, dont ont rêvé et pour laquelle se sont battus Nelson Mandela et tant d'autres", a fait remarquer M. Graziano da Silva.

Le Directeur général a souligné que l'Année africaine mettra à profit les efforts du Plan détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA), lancé en 2003.

L'Année africaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire est célébrée en 2014 en parallèle avec l'Année internationale de l'agriculture familiale (AIAF) proclamée par l'ONU.

"Pendant de nombreuses années et un peu partout dans le monde, les petits agriculteurs, les communautés pastorales et les pêcheurs artisanaux ont été considérés comme faisant partie du problème de la faim", a indiqué M. Graziano da Silva.

"Or, rien n'est plus inexact. Les agriculteurs familiaux sont déjà les principaux producteurs vivriers dans la plupart des pays, et ils peuvent faire mieux encore avec un juste soutien".

En améliorant l'accès aux services financiers, à la formation, à la mécanisation et à la technologie, on peut transformer les agriculteurs de subsistance en producteurs efficaces.

En accroissant la production tout en préservant les ressources naturelles, l'agriculture familiale offre également une alternative durable aux technologies à forte intensité d'intrants qui ont entraîné la détérioration de la qualité des sols, de la terre, des eaux et de la biodiversité, a indiqué J. Graziano da Silva.

Objectif Faim Zéro 2025

Le Directeur général s'est félicité de ce qu'il a décrit comme "l'engagement, au plus haut niveau, d'un continent entier" pour mettre un terme à la faim en Afrique d'ici 2025.

Le Sommet de l'Union africaine adoptera cet objectif cette semaine, conformément au Défi Faim Zéro lancé par le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon en 2012.

Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

Cadre de Programmation Pays (2012-2015)

Les trois domaines prioritaires, qui découlent de ce large processus de consultation, se présentent comme suit :

Renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui se décline en trois effets : (1) La disponibilité en produits alimentaires (végétaux, animaux et halieutiques) de bonne qualité nutritionnelle, issus de la production nationale, s'est améliorée et d'importantes réserves commercialisables sont annuellement constituées; (2) L'état nutritionnel des ménages ruraux et urbains notamment des groupes vulnérables est amélioré ; et (3) Des mécanismes efficaces et efficients de résistance, de résilience et de protection sociale des populations des zones à risque d'insécurité alimentaire et nutritionnelle sont mis en place.

Gestion durable des ressources naturelles, qui se décline en deux effets : (1) Les ressources naturelles renouvelables sont gérées de manière rationnelle et durable ; et (2) La gouvernance responsable des régimes fonciers est assurée.

Cadre institutionnel efficient et renforcement des capacités des acteurs du secteur, qui se décline en un seul effet : Les capacités des institutions publiques, des institutions privées et des organisations professionnelles du secteur agricole sont renforcées.

Les objectifs stratégiques de la FAO

1	Créer les conditions nécessaires pour éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition
2	Intensifier et améliorer de manière durable l'apport de biens et de services issus de l'agriculture, de la foresterie et des pêches
3	Réduire la pauvreté rurale
4	Veiller à la mise en place de systèmes agricoles et alimentaires plus ouverts et plus efficaces aux niveaux local, national et international
5	Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise

Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

FAO BENIN - Pour avoir plus d'informations, envoyer un mail à Maurice AHOUNOU : **Maurice.Ahounou@fao.org**

Site web : http://www.fao.org/Benin